



Assemblée générale

Distr. générale
29 juin 1998
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-troisième session
Point 97 de la liste préliminaire*
Environnement et développement durable

Conseil économique et social
Session de fond de 1998
Point 13 a) de l'ordre du jour provisoire**
**Questions relatives à l'économie
et à l'environnement : développement
durable**

Produits nocifs pour la santé et l'environnement

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Examen de la Liste récapitulative	4–18	3
A. Arrangements relatifs à la production de la Liste	4–5	3
B. Présentation, contenu et champ d'application	6–10	4
C. Accès par ordinateur et par Internet	11	4
D. Périodicité et publication dans les langues officielles	12–14	5
E. Diffusion et utilisation de la Liste	15–18	5
III. Faits survenus depuis la publication du dernier rapport triennal	19–38	6
A. Suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	19–25	6
1. Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques	21–23	6
2. Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique	24–25	6
B. Consentement préalable en connaissance de cause	26–28	7

* A/53/50.

** E/1998/100.

C.	Autres faits nouveaux	29-31	8
D.	Assistance technique et renforcement des capacités	32-38	8
IV.	Orientations futures et émergence de nouveaux problèmes	39-45	9
V.	Conclusions et recommandations	46-53	10

I. Introduction

1. La Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites ou rigoureusement réglementées, ou qui ont été retirés du marché ou qui n'ont pas été approuvés par les gouvernements a été établie en application de la résolution 37/137 de l'Assemblée générale adoptée le 17 décembre 1982, sur la base des travaux déjà effectués par les organismes des Nations Unies. L'Assemblée a précisé que la Liste devrait être d'une lecture et d'une compréhension aisées et présenter tant les noms génériques et chimiques que la marque des produits, ainsi que le nom de tous les fabricants et une brève mention des motifs qui avaient amené les gouvernements à prendre des mesures d'interdiction, de retrait ou de réglementation rigoureuses.

2. Deux ans plus tard, dans sa résolution 39/229, en date du 18 décembre 1984, l'Assemblée générale a décidé qu'une liste mise à jour serait publiée tous les ans et que les informations seraient mises à la disposition des gouvernements et autres utilisateurs sous une forme qui leur permette d'y avoir accès directement par ordinateur. L'Assemblée a également décidé que la présentation de la Liste serait constamment maintenue à l'examen afin de l'améliorer en coopération avec les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, compte tenu du caractère complémentaire du document, de l'expérience acquise et des vues exprimées par les gouvernements à ce sujet. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de la tenir informée, lors de sa quarante et unième session, puis tous les trois ans, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de l'application des résolutions susmentionnées.

3. Le présent rapport, qui a été établi en prévision du cinquième examen triennal de la Liste, donne une vue d'ensemble des changements intervenus dans le domaine des produits nocifs pour la santé et l'environnement depuis la parution du quatrième rapport en 1995. Il contient également des propositions concernant l'impact prévisible de l'évolution de la situation sur le contenu, le champ d'application et la présentation de la Liste, et mentionne des changements susceptibles d'avoir des répercussions sur sa production et sa diffusion.

II. Examen de la Liste récapitulative

A. Arrangements relatifs à la production de la Liste

4. Les arrangements relatifs à la production de la Liste sont pour l'essentiel les mêmes que ceux qui avaient été indiqués dans le premier rapport triennal. Déjà décrits dans les rapports précédents du Secrétaire général (voir A/41/329-E/1986/83; A/44/276-E/1989/78; A/47/222-E/1992/57 et Corr. 1; et A/50/182-E/1995/66 et Corr. 1), ils ne sont pas reproduits dans le présent document qui indique seulement les dispositions les plus récentes. En 1985, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a procédé au premier examen de la Liste en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT). Cet examen portait sur les arrangements en vue de la préparation des futures éditions, les critères à respecter pour l'inclusion de produits, la question de l'inclusion dans la Liste d'informations telles que les considérations juridiques et de santé publique qui dictaient l'adoption de mesures réglementaires, qui ne figuraient pas dans la première Liste, et le traitement des données commerciales. Suite à cet examen, l'ONU, l'OMS et le PNUE/RISCPT ont conclu un mémorandum d'accord, qui est encore en vigueur, afin de répartir les responsabilités selon leurs compétences respectives.

5. Des consultations entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'OMS et le PNUE/RISCPT se tiennent périodiquement pour examiner ces arrangements ainsi que les questions qui intéressent les organisations participantes. À l'issue des débats qui ont eu lieu lors de la dernière réunion de cette nature, il a été proposé de diviser la Liste en deux parties, l'une portant sur les produits pharmaceutiques et l'autre sur les produits chimiques, et de les publier en alternance. Cette proposition ayant été approuvée par l'Assemblée générale à l'occasion de l'examen triennal mené en 1995, la sixième édition, consacrée aux produits pharmaceutiques, a été publiée en 1997 conformément aux nouvelles dispositions; la septième édition, qui est actuellement en cours d'élaboration et qui doit être publiée dans le courant de 1998, portera exclusivement sur les produits chimiques.

B. Présentation, contenu et champ d'application

6. Depuis son élaboration initiale, la présentation et le contenu de la Liste ont été sans cesse revus et des efforts sont régulièrement menés en vue d'en élargir le champ d'application. En accord avec la résolution 37/137 de l'Assemblée générale, la Liste est restée d'une lecture et d'une compréhension aisées. À chaque nouvelle édition de la Liste, le nombre de produits et de gouvernements concernés augmente. Ainsi, la première édition comprenait moins de 500 produits réglementés par 60 gouvernements, alors que la cinquième édition, la dernière à prendre en compte à la fois les produits pharmaceutiques et les produits chimiques, comprenait plus de 700 produits réglementés par 94 gouvernements. La sixième édition, consacrée aux seuls produits pharmaceutiques, répertorie 366 produits réglementés par 77 gouvernements.

7. S'agissant du contenu de la Liste, il faut noter que les décisions prises par un nombre limité de gouvernements ne sont pas nécessairement représentatives des positions adoptées par d'autres gouvernements au sujet du même produit, chacun évaluant différemment les risques et les avantages liés à l'emploi de ce produit. Il ne faut pas non plus oublier que tous les produits pharmaceutiques et chimiques peuvent être dangereux lorsqu'ils ne sont pas utilisés correctement. En outre, le fait qu'un produit donné ne soit pas mentionné parmi ceux faisant l'objet d'une réglementation dans un pays ne signifie pas nécessairement qu'il y soit autorisé; cela peut signifier que la décision concernant la réglementation pertinente n'a pas été communiquée à l'ONU, l'OMS ou au PNUE, ou bien que, dans le cas des produits pharmaceutiques et des pesticides par exemple, qui sont soumis à des procédures d'enregistrement obligatoires dans de nombreux pays, ce produit n'a tout simplement pas fait l'objet d'une demande d'enregistrement.

8. L'utilisation de critères régissant l'inclusion des produits pharmaceutiques ou chimiques dans la Liste a sensiblement facilité le choix des informations qui doivent l'accompagner. On estime que les divergences d'opinion sur l'appellation «rigoureusement réglementé» appliquée à certains produits s'atténueront grâce à l'application du système de consentement préalable en connaissance de cause mis au point conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUE (voir sect. III.B ci-dessous).

9. Les renseignements figurant dans la Liste sont du même type que ceux qui figuraient dans les éditions précédentes¹. La première partie, qui contient des informations réunies par

l'ONU, l'OMS et le PNUE/RISCPT, concerne les produits pharmaceutiques à composant unique et composés et les produits chimiques. Les stupéfiants et les substances psychotropes n'ont été inclus que lorsqu'un pays a notifié à l'OMS, soit que cette substance faisait l'objet d'un contrôle plus strict que ne le prévoyaient les conventions internationales pertinentes, soit qu'elle était soumise à une réglementation nationale avant même qu'il ne soit envisagé de l'inscrire sur la liste internationale. La partie II, établie par le Secrétariat de l'ONU, contient des informations d'ordre commercial, notamment des données relatives aux marques et aux fabricants, pour un grand nombre de produits recensés dans la partie I.

10. L'OMS publie régulièrement des observations sur les produits pharmaceutiques afin de replacer certaines des mesures réglementaires dans leur contexte. Ces observations permettent de comprendre pourquoi, dans certains cas, des priorités nationales différentes ont amené des gouvernements à prendre des mesures réglementaires contradictoires. Le PNUE et le Programme international sur la sécurité chimique ne peuvent pas présenter d'observations sur les mesures réglementaires relatives aux substances chimiques agricoles et industrielles étant donné le grand nombre de produits incluant ces substances et leurs multiples applications. Il est, de plus, pratiquement impossible de faire des observations quant aux interdictions et aux réglementations concernant l'utilisation des produits chimiques dans la mesure où l'évaluation des risques et des avantages liés à l'emploi de ces produits et les décisions qui en découlent varient parfois considérablement d'un pays à l'autre en fonction des considérations nationales ou locales que, le plus souvent, le PNUE et le Programme international sur la sécurité chimique connaissent mal.

C. Accès par ordinateur et par Internet

11. Comme suite à la demande présentée par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/229 concernant l'accès direct par ordinateur, les données figurant dans la Liste ont été copiées sur disquettes en 1994 après qu'il soit devenu possible de transférer les fichiers de l'ordinateur central aux ordinateurs personnels. Le Secrétariat de l'ONU étudie actuellement la possibilité de commercialiser ces disquettes ou de rendre les données disponibles sur Internet.

D. Périodicité et publication dans les langues officielles

12. Dans ses résolutions 39/229 et 44/226, l'Assemblée générale stipulait les conditions de publication de la Liste dans les langues officielles. Ces conditions ont été appliquées à la lettre, bien que l'absence des logiciels nécessaires à la mise en page des textes en français et en espagnol ait retardé l'impression finale de la Liste dans ces deux langues.

13. La Liste étant désormais divisée en deux parties, l'une consacrée aux produits pharmaceutiques et l'autre aux produits chimiques, chacune étant publiée en alternance, il sera désormais plus difficile de concilier rapidité de publication et diffusion par alternance dans trois langues officielles au maximum pour chaque nouvelle édition, surtout si l'on prend en compte le coût et la disponibilité des systèmes de base de données dans d'autres langues que l'anglais.

14. Les différentes bases de données de l'OMS, du PNUE et du Secrétariat de l'ONU ont été créées en anglais, la mise à jour et la modification de la Liste étant également faites dans cette langue. L'accès à la base de données anglaise pourrait être généralisé rapidement. Dans l'intervalle, des logiciels de bases de données similaires seront développés ou achetés dans d'autres langues, ce qui permettra d'accélérer le processus de traduction puisqu'il suffira d'ajouter les entrées traduites directement dans la base de données. L'examen de la question de la périodicité et de la diffusion de la Liste dans les langues officielles devrait se poursuivre parallèlement à celui de la question de l'accès direct par ordinateur.

E. Diffusion et utilisation de la Liste

15. La Liste est le seul document qui présente de manière uniformisée des informations sur les réglementations adoptées par les gouvernements afin de restreindre l'emploi d'un ensemble de produits pharmaceutiques ainsi que de produits chimiques utilisés dans les secteurs agricoles et industriels. En tant que telle, elle constitue une source d'information précieuse pour les gouvernements qui examinent le champ d'application des réglementations qu'ils envisagent d'adopter. Cette liste est également utilisée par des organisations non gouvernementales, des institutions universitaires et les médias. Des groupes de défense des intérêts du public et des associations de consommateurs s'en servent pour inciter les gouvernements et les fabricants à retirer les produits nocifs du marché et pour renseigner le public sur les effets qu'ont certains produits sur la santé.

16. À la section II de sa résolution 44/226, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier les moyens d'associer plus efficacement les organisations non gouvernementales à la promotion de la diffusion et de l'utilisation de la Liste. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU communique des exemplaires de la Liste aux nombreuses organisations non gouvernementales qui lui en font la demande. Chaque nouvelle édition est envoyée aux principales organisations non gouvernementales travaillant dans ce domaine, comme le Réseau d'action sur les pesticides opposé à l'abus des pesticides et adepte de méthodes sûres et durables contre les ravageurs. Des exemplaires de la Liste sont également envoyés, sur demande, aux associations de consommateurs dans les pays en développement, notamment celles qui mènent des actions dans les domaines de l'environnement et du développement durable. D'autres organisations, comme l'Organisation internationale des unions de consommateurs et Greenpeace se servent également des informations contenues dans la Liste pour surveiller l'utilisation des produits dangereux et diffuser l'information obtenue auprès des décideurs, des médias et des consommateurs.

17. À partir de la deuxième édition, un questionnaire a été joint à la Liste afin de connaître l'utilisation qui en est faite. En 1999, c'est-à-dire après la publication de la septième édition, consacrée aux produits chimiques, le Département des affaires économiques et sociales a l'intention de mener une étude complète sur l'utilisation de la Liste. Cette date semble tout indiquée car elle coïncide avec l'achèvement d'un cycle complet de publication au titre des nouveaux arrangements qui stipulent que la liste des produits pharmaceutiques est maintenant publiée séparément de celle des produits chimiques.

18. Certes, aucune analyse systématique de l'utilisation de la Liste n'a été entreprise récemment, mais il est possible de faire quelques observations sur la base des expériences précédentes et de la correspondance envoyée par les gouvernements et par des organismes privés. Les autorités nationales s'en sont servi pour diffuser des renseignements sur les produits répertoriés et pour une série d'actions allant de la réévaluation des systèmes d'autorisation, des lois et des règlements jusqu'à l'adoption de nouvelles lois ou réglementations. La Liste est souvent utilisée pour vérifier quels sont les produits soumis à un contrôle strict, voire interdits partout ailleurs, alors qu'ils sont encore disponibles dans le pays intéressé.

III. Faits survenus depuis la publication du dernier rapport triennal

A. Suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

19. Les actions menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la santé et de la protection de l'environnement en relation avec l'exposition aux produits chimiques et la pollution chimique ont été lancées bien avant la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Toutefois, l'adoption d'Action 21², et plus précisément du chapitre 19, a donné une nouvelle impulsion aux travaux des organismes des Nations Unies et des autres organisations intergouvernementales concernées, menés dans le domaine de la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques.

20. Le chapitre 19 d'Action 21 propose six programmes d'activité que la CNUED a identifiés comme nécessitant une intensification des efforts nationaux et internationaux et une meilleure coordination des activités (la liste de ces programmes figure dans le document A/50/182-E/1995/66, para. 38). Afin d'atteindre certains objectifs clefs de ces programmes, de nouveaux mécanismes de coordination ont été établis au niveau international et les actions menées dans certains domaines ont été étendues et intensifiées. L'objectif du présent rapport n'est pas de recenser l'ensemble des actions entreprises par les organismes des Nations Unies dans le cadre du chapitre 19 d'Action 21 et liées à la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques. Ce rapport se limite en fait à décrire quelques-unes des activités les plus directement liées à la Liste récapitulative, même s'il est reconnu qu'il existe des liens à la fois importants et plus larges avec d'autres chapitres d'Action 21, comme ceux consacrés aux déchets toxiques, à l'eau potable, à la santé et à l'atmosphère. Certaines activités liées à ces domaines et s'inscrivant dans le cadre du présent rapport sont décrites ci-dessous.

1. Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques

21. Les consultations menées entre l'OMS, l'Organisation internationale du travail (OIT), le PNUE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont débouché sur l'établissement du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques. L'Institut des Nations Unies pour la

formation et la recherche (UNITAR) est devenu le septième membre du Programme en janvier 1998.

22. Des mécanismes spécifiques ont été mis en place pour coordonner les activités menées dans certains domaines du programme ou des sous-programmes, comme l'harmonisation de la classification des produits chimiques, l'échange d'informations sur les produits chimiques toxiques et les risques chimiques, les registres des émissions et des transferts de polluants, la prévention des catastrophes dues aux produits chimiques, la capacité et les moyens d'intervention en cas d'urgence. Ces mécanismes permettent aux organismes concernés, travaillant chacun dans un domaine particulier, de consulter régulièrement les autres organismes sur leurs plans et leurs activités ainsi que de débattre des moyens à mettre en oeuvre pour que l'ensemble des activités aille dans le sens des objectifs généraux du programme ou des sous-programmes.

23. Au titre de ses fonctions normatives qui lui donnent mandat pour diffuser des documents scientifiques faisant autorité et utilisables par les gouvernements pour planifier et mettre en oeuvre des réglementations et des mesures de contrôle, le Programme international sur la sécurité chimique a publié les documents suivants : des critères d'hygiène de l'environnement, des résumés succincts internationaux sur l'évaluation des risques chimiques, un document intitulé Health and Safety Guide, des fiches sur la protection internationale contre les risques chimiques, des fiches sur les pesticides, des lignes directrices pour la classification des pesticides par risque, des monographies d'information sur les poisons, des rapports et des monographies sur la toxicologie publiés par le Comité mixte d'experts des additifs alimentaires dépendant de la FAO et de l'OMS, et des principes directeurs sur la qualité de l'air et de l'eau potable. Les informations de ces documents complètent celles de la Liste récapitulative.

2. Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique

24. En réponse à une demande de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, une Conférence internationale sur la sécurité chimique s'est tenue à Stockholm en 1994 et a eu pour principal résultat l'établissement du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique. Lors de sa première réunion, le Forum, mécanisme de coopération non institutionnel réunissant des gouvernements, des organismes intergouvernementaux et des organisations non gouvernementales en vue de promouvoir l'évaluation des risques liés aux produits chimiques et la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques, a adopté des priorités à respecter pour la mise en oeuvre efficace des

programmes prévus au chapitre 19 d'Action 21. Les recommandations définies dans ces priorités d'action sont essentiellement destinées aux gouvernements, mais plusieurs d'entre elles sont également conçues pour guider les organismes internationaux dans la mise au point d'instruments susceptibles d'aider les gouvernements à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Des délais et des objectifs précis ont été définis dans la plupart des domaines, afin de permettre de mesurer les progrès accomplis à l'occasion de la deuxième réunion du Forum, qui s'est tenue en 1997 et de la troisième réunion prévue pour 2000. Entre les réunions, les travaux du Forum sont dirigés par un groupe intersessions qui s'est réuni en 1995 et 1996 pour examiner les activités menées par le Forum et les mesures de suivi appliquées. Le groupe intersessions se réunira pour la troisième fois en décembre 1998.

25. La deuxième réunion du Forum a eu lieu à Ottawa en février 1997. L'objectif en était d'examiner les activités menées depuis la première réunion et de présenter des recommandations à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre d'Action 21. Au cours de cette réunion, il a été annoncé que des progrès considérables avaient été réalisés dans la poursuite des objectifs du chapitre 19 d'Action 21, plus particulièrement dans les domaines suivants : identification des risques que constituent les polluants organiques persistants pour la santé et l'environnement; accélération de l'évaluation à l'échelle internationale des risques des produits chimiques; application des procédures volontaires et négociation de l'instrument juridiquement contraignant concernant le consentement en connaissance de cause; élaboration des registres des émissions et des transferts de polluants; harmonisation générale de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques; promotion des solutions de substitution permettant de réduire la nécessité d'utiliser des produits chimiques (par exemple, méthodes intégrées de lutte contre les ravageurs); et recherche d'une solution aux problèmes des stocks de produits chimiques désuets. Le Forum a également fait plusieurs recommandations concernant l'élimination des stocks de produits chimiques désuets, la réduction des risques liés aux pesticides, les registres des émissions et des transferts de polluants, ainsi des problèmes nouveaux, comme ceux posés par les produits chimiques perturbant l'activité endocrinienne.

B. Consentement préalable en connaissance de cause

26. En 1989, la Conférence de la FAO a adopté des amendements au Code de conduite pour la distribution et l'utilisa-

tion des pesticides et introduit le principe de consentement préalable en connaissance de cause. De son côté, le Conseil d'administration du PNUE adoptait ce même principe et l'incorporait dans les Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international (UNEP/GC.14/17, annexe IV). Le PNUE et la FAO ont élaboré des directives régissant le principe de consentement préalable en connaissance de cause, sur la base d'un mémorandum d'accord conclu en 1992 par les deux organisations (pour plus d'informations, voir A/50/182) et ont continué à collaborer au bon fonctionnement de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause. On compte à présent 154 pays qui participent à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause appliquée sur une base volontaire en 1989; 27 documents d'orientation pour décideurs concernant 22 pesticides et 5 produits chimiques industriels ont été établis.

27. Après avoir pris note du fait que le Conseil d'administration du PNUE en 1991 et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992 avaient jugé qu'il était nécessaire d'établir une convention juridiquement contraignante sur la procédure de consentement préalable, le Conseil de la FAO a décidé en 1994 de poursuivre la mise au point d'un projet de convention dans le cadre du programme FAO/PNUE en cours et en coopération avec d'autres organisations internationales et non gouvernementales concernées. En 1995, le Conseil d'administration a autorisé le PNUE, en collaboration avec la FAO, à établir un Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international.

28. À l'issue de deux ans de négociation, le Comité a, à l'occasion de sa cinquième session tenue à Bruxelles en mars 1998, approuvé à l'unanimité le texte de la convention. L'étape suivante consiste à convoquer une conférence diplomatique consacrée à l'adoption et à la signature de cet instrument. Le Gouvernement néerlandais a offert d'accueillir une telle conférence à Rotterdam en septembre 1998.

C. Autres faits nouveaux

29. À l'issue des Négociations d'Uruguay et de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la question des produits interdits sur le marché intérieur a été inscrite au programme de travail du Comité du commerce et de l'environ-

nement de l'OMC. Le Comité a débattu de cette question lors d'une réunion qu'il a tenue en 1995. La plupart des études menées sur ce sujet par l'OMC ont montré que, s'il existe des instruments internationaux concernant l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ainsi que les déchets dangereux, il n'en existe pas pour les produits de grande consommation. On a également noté que, bien qu'il existe d'autres instruments, bon nombre d'entre eux sont appliqués sur une base volontaire et ne peuvent donc pas être considérés comme appropriés aux produits de grande consommation. Il est donc apparu nécessaire de traiter le problème des produits interdits sur le marché intérieur dans le cadre de l'OMC.

30. Dans un rapport présenté à une conférence ministérielle tenue en 1996, le Comité a résumé le résultat des travaux menés depuis sa création et présenté un certain nombre de recommandations. Sensible aux inquiétudes formulées par les pays développés ou en développement, il a recommandé que les pays membres de l'OMC participent aux opérations menées par d'autres organisations disposant des compétences nécessaires pour fournir une assistance technique dans ce domaine. Il a également prié le secrétariat de l'OMC d'examiner, avant la prochaine réunion du Comité, toutes les données rassemblées sur le sujet par l'Organisation.

31. Au cours de la réunion de 1997, il a été proposé que soit rétabli le système de notification applicable aux produits interdits sur le marché intérieur et en vigueur entre 1982 et 1990, compte tenu du fait que la décision qui avait servi à l'établir n'avait pas été révoquée. Le Comité n'étant pas parvenu à un accord sur ce sujet, le secrétariat de l'OMC a été prié de mener une étude portant sur les produits visés par le système de notification, dans l'éventualité où ce système serait de nouveau appliqué, ainsi que sur la forme à adopter pour la notification. Ce problème sera de nouveau débattu à l'occasion de la prochaine réunion du Comité du commerce et de l'environnement, qui doit se tenir dans le courant de 1998.

D. Assistance technique et renforcement des capacités

32. Le programme E du chapitre 19 d'Action 21 porte sur le renforcement des capacités et des moyens nationaux et régionaux permettant de déterminer, gérer et réduire les risques que présentent les produits chimiques pour la santé et l'environnement. Si la plupart des pays développés sont tout au moins dotés de systèmes pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, de nombreux pays en développement ne sont que très peu, voire pas du tout,

équipés. La valorisation des ressources humaines, y compris la formation à la prise de décisions relatives aux mesures de réglementation, et l'amélioration de l'accès à l'information sont essentielles.

33. Les organismes des Nations Unies qui offrent une assistance technique visant à renforcer les capacités des pays en développement coordonnent leurs activités soit individuellement soit au sein du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques. Ce programme a permis de renforcer la coordination des activités concernant l'évaluation et la gestion des produits chimiques, et a réduit le risque de multiplier les efforts.

34. En vue de renforcer les capacités et les moyens des pays, le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique a proposé que tous les pays établissent, au moyen d'une coopération intersectorielle, un descriptif recensant les infrastructures qui permettent d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. Ces descriptifs seraient examinés dans le cadre d'un atelier tenu au niveau national, qui devrait permettre de cerner les besoins et de proposer des actions nécessaires au renforcement ou à la mise sur pied des structures requises, ainsi que d'établir une assistance technique à long terme. De nombreux pays en développement et de pays en transition qui bénéficient actuellement d'une assistance dans l'établissement de leur descriptif dans le cadre du programme de soutien mené par l'UNITAR et le Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques ont réalisé des progrès considérables quant à l'examen exhaustif de leur système de gestion des produits chimiques.

35. Jusqu'à présent, plus de 40 pays ont établi une première version officielle de leur descriptif; plusieurs d'entre eux ont organisé avec l'aide de l'UNITAR des ateliers de suivi afin d'identifier des zones d'action prioritaires dans leur système de gestion des produits chimiques et d'élaborer des programmes d'action au niveau national. En outre, quatre pays ont lancé des programmes d'action nationaux avec le concours de l'UNITAR et du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques au titre du programme pilote destiné à aider les autorités nationales à mettre sur pied des systèmes de gestion intégrée des produits chimiques.

36. Afin de renforcer l'application efficace de la procédure de consentement préalable donnée en connaissance de cause, la FAO et le PNUE, en collaboration avec l'UNITAR, continuent à fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition en organisant des ateliers et des réunions au titre du programme commun pour l'application de la procédure de consentement préalable.

L'objectif est d'offrir une formation aux responsables gouvernementaux afin de renforcer les capacités des pays en matière de prise de décisions et de réglementation. Dans le courant de 1998, la procédure de consentement préalable en connaissance de cause devrait être appliquée non plus sur une base volontaire, mais au moyen d'un instrument juridiquement contraignant. En conséquence, on s'attend à un accroissement des besoins d'assistance technique dans ce domaine.

37. Le PNUE a mis au point divers guides juridiques sur la gestion des produits chimiques. L'OIT formule des politiques et des normes internationales relatives à la protection contre les risques chimiques sur le lieu de travail. L'OIT offre également une formation spéciale en matière de sécurité aux inspecteurs du travail et aide les pays en développement à mettre en place un cadre administratif et juridique national ou à renforcer le cadre existant afin qu'ils puissent ratifier les instruments de cette organisation. L'ONUDI prête une attention particulière à la formation concernant la sécurité en matière de formulation et d'application des pesticides et a publié des directives à cet égard. La Commission économique pour l'Europe (CEE) collabore actuellement avec l'OCDE pour élargir aux pays en transition membres de la CEE les systèmes et pratiques établies par l'OCDE et visant à garantir la sécurité de la manipulation des substances chimiques.

38. En décembre 1996, le Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques publiait la première édition du rapport récapitulatif, qui dresse sous forme abrégée la liste des activités directement liées au chapitre 19 d'Action 21 et menées par toutes les organisations participantes ainsi que par l'UNITAR. La deuxième édition de cet inventaire sera publiée à l'occasion de la troisième réunion du groupe intersessions du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique qui se tiendra à Yokohama (Japon) du 1er au 4 décembre 1998.

IV. Orientations futures et émergence de nouveaux problèmes

39. Ces dernières années, les risques liés aux polluants organiques persistants suscitent une prise de conscience croissante parmi de nombreux pays, entraînant l'adoption de programmes nationaux et d'actions menées à l'échelle régionale et mondiale. Ainsi, un protocole sur les polluants organiques persistants élaboré dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance sera probablement prêt en 1998.

40. De manière générale, les travaux sur ce type de polluants ont été engagés au sein de plusieurs forums, notamment

le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique et le PNUE, et ont eu pour point d'orgue une décision prise en 1997 par le Conseil d'administration du PNUE selon laquelle il fallait agir au niveau international afin de réduire les risques que présentaient pour la santé et l'environnement 12 polluants organiques persistants³ ayant fait l'objet d'une étude menée à l'échelle internationale par le Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques.

41. La décision du PNUE porte sur l'établissement d'un Comité de négociation intergouvernemental en collaboration avec l'OMS et les autres organisations internationales concernées. Ce comité aurait pour mission d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant permettant d'appliquer des mesures relatives à ces 12 polluants organiques persistants. Entre-temps, le PNUE et le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique organisent conjointement des ateliers de sensibilisation aux polluants organiques persistants dans différentes régions du monde afin de faciliter l'introduction de mesures prises sans plus attendre par les autorités nationales pour limiter les risques liés à ces produits et d'aider les gouvernements à se préparer aux négociations qui seront menées à l'occasion d'une convention consacrée à ces produits. La première session du Comité de négociation intergouvernemental doit se tenir du 29 juin au 3 juillet 1998.

42. Les effets sur la santé et l'environnement des produits chimiques qui perturbent l'activité endocrinienne font également l'objet d'une prise de conscience grandissante. Le nombre de plus en plus grand de travaux de recherche ont permis d'accumuler rapidement des informations qui révèlent que ces substances peuvent perturber les fonctions corporelles normales régulées par le système endocrinien. Plusieurs pays se sont déclarés alarmés par ces résultats. En conséquence, le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique a prié les organisations membres du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques de se pencher sur le problème des substances qui perturbent l'activité endocrinienne en entreprenant un certain nombre d'opérations, comme la promotion de programmes de recherche coordonnés, l'identification des axes de recherche prioritaires et des lacunes dont souffre la recherche, la définition de méthodes d'essai, l'harmonisation des principes directeurs, le recensement des travaux de recherche et la généralisation de l'échange des données.

43. Les effets de la réglementation de l'environnement sur le commerce en général et de la création d'un instrument juridiquement contraignant pour la procédure de consentement préalable en connaissance de cause sur le commerce des produits chimiques dangereux en particulier posent un problème extrêmement complexe, qui doit être examiné plus

avant afin de favoriser le respect des accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

44. Des progrès sont actuellement enregistrés sur le plan des activités techniques visant – à partir des grands systèmes existants – à harmoniser la classification et l'étiquetage des produits chimiques, mais un cadre international doit être mis en place pour traduire les résultats de ces activités en un instrument juridiquement contraignant. De plus, il reste beaucoup à faire au niveau national pour rendre la législation et les systèmes actuels conformes à l'ensemble des normes admises au niveau international.

45. À plus long terme, les organismes compétents des Nations Unies devraient promouvoir la recherche de produits de substitution aux produits chimiques dangereux et l'utilisation de techniques et de procédés sûrs ainsi que l'application de mesures de prévention et de protection efficaces.

V. Conclusions et recommandations

46. Les gouvernements, les organismes intergouvernementaux, comme la Commission du développement durable, les organisations non gouvernementales et les associations de consommateurs ont depuis longtemps reconnu l'importance et l'utilité de la Liste pour la diffusion d'informations concernant les produits dangereux, et l'on devrait continuer à exploiter les travaux menés au sein des organismes des Nations Unies, tout en faisant référence à toute publication ou convention apportant un complément d'information.

47. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'établissement de la Liste et la décision récente de la diviser en deux parties publiées en alternance, l'une consacrée aux produits pharmaceutiques et l'autre aux produits chimiques, associée à l'informatisation des procédures de gestion et de production, devrait rendre la Liste d'utilisation plus aisée. Une fois intégrés aux arrangements relatifs à la préparation des futures éditions, les résultats de l'enquête d'opinion devant être menée auprès des destinataires de la Liste après la publication de la septième édition, devraient permettre de mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Toutefois, il reste à résoudre les problèmes posés par la publication par alternance dans différentes combinaisons de langues.

Recommandation 1

48. La Liste pourrait être établie et publiée chaque année en anglais, les versions traduites étant publiées avec un peu de retard jusqu'à ce que des systèmes de base de données et des outils de mise en page similaires à ceux utilisés pour la

version anglaise deviennent disponibles; une autre solution pourrait être de publier les versions traduites en même temps que la version anglaise, sous forme de fichier texte dépourvu de toute mise en page (voir par. 12 à 14 ci-dessus).

49. L'existence de traités sur les produits chimiques, comme la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone ou la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, ainsi que l'aboutissement récent des négociations sur l'introduction d'un instrument juridiquement contraignant applicable à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause et la proposition d'entamer des négociations similaires sur les polluants organiques persistants sont autant d'indications que les efforts internationaux s'intensifient pour éviter les effets nocifs que présentent les produits chimiques dangereux pour la santé et l'environnement. La Liste récapitulative fournit déjà des informations sur les réglementations concernant la plupart des produits chimiques et des composés chimiques relevant de ces accords, mais il est nécessaire d'accroître le nombre de pays participants ainsi que d'élargir le nombre et le champ d'application des produits représentés.

Recommandation 2

50. L'une des manières les plus efficaces d'augmenter le nombre de pays participants consiste à accroître le niveau d'assistance, notamment dans le domaine du renforcement des capacités. Ces actions devraient aider un plus grand nombre de pays à prendre conscience de la nécessité de réglementer l'utilisation de produits dangereux pour la santé et l'environnement et à renforcer leur capacité à prendre les mesures nécessaires.

Recommandation 3

51. Il est indispensable qu'une procédure de consentement préalable en connaissance de cause juridiquement contraignante soit adoptée à la conférence diplomatique de Rotterdam et qu'elle soit signée et ratifiée sans retard.

Recommandation 4

52. Il est important que le système de notification concernant les produits interdits à la vente sur le marché intérieur soit rétabli; le Comité du commerce et de l'environnement de

l'OMC pourrait être prié de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour atteindre cet objectif.

Recommandation 5

53. Dans le domaine de l'évaluation des risques, une grande partie du travail technique destiné à produire des données fiables se poursuit en dehors du système des Nations Unies, ce qui ne doit pas empêcher les organismes des Nations Unies de continuer à encourager ces efforts afin de parvenir à une meilleure connaissance des risques potentiels liés aux produits chimiques.

Notes

¹ Pour les éditions précédentes de la Liste récapitulative, voir publications des Nations Unies, numéros de vente F.85.IV.8, F.87.IV.1, F.91.IV.4, F.94.IV.3 et E.97.IV.2.

² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution I, annexe II.

³ Aldrine, chlordane, DDT, dieldrine, endrine, heptachlore, mirex, toxaphène, hexachlorobenzène, PCB, dioxine et furanne.
